SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 20 FÉVRIER 1847.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Département de la Justice pour l'exercice 1847.

(Voir le N^o 195, session 1845-1846, les N^{os} 60 et 88, session 1846-1847 de la
Chambre des Représentants, et le N^o 52 du Sénat.)

MESSIEURS,

Le crédit pétitionné au Budget du Département de la Justice, monte à 11,980,595 fr. Il est inférieur d'une somme de 37,670 fr. à celui voté pour l'exercice 1846.

CHAPITRE PREMIER.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER. Traitement du Ministre. 21,000 »
Adopté.

ART. 2. Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service, sans que le personnel de l'Administration Centrale puisse être rétribué sur d'autres fonds du Budget. 170,000 »

Autrefois certains employés étaient rétribués sur des fonds spéciaux. Cet abus, qui avait été plus d'une fois critiqué par la Législature, a été redressé par l'arrêté royal du 21 novembre dernier. Le libellé de l'art. 2 du Budget met obstacle à ce qu'il puisse se renouveler.

L'art. est adopté.

ART. 3. Matériel. 23,000 »

Cet article présente une augmentation de 3,000 fr. justifiée par l'accroissement de travail, résultant de la liquidation des pensions et de la gestion de deux caisses de pensions.

Cette dépense extraordinaire n'est pas de nature à demander une somme de 3,000 fr. chaque année, mais M. le Ministre a fait valoir l'accroissement de toutes les branches du service et l'état incomplet de la Bibliothèque.

Conformément aux conclusions de sa Section Centrale, la Chambre des Représentants a voté l'article majoré, et nous vous en proposons l'adoption.

ART. 4. Frais d'impression des Recueils Statistiques. 3,500 »
Adopté.

ART. 5. Frais de route et de séjour. 6,000 »
Adopté.

Le relevé des dépenses faites pendant cinq ans sur cet article prouve que le chiffre n'est pas exagéré :

En 1841.	.	.	5,957 fr. 75 c.
En 1842.	.	.	5,986 »
En 1843.	.	.	5,634 »
En 1844.	.	.	5,991 65
En 1845.	.	.	4,783 30

CHAPITRE II.

ORDRE JUDICIAIRE.

ARTICLE PREMIER. Cour de Cassation. — Personnel.	.	.	238,500 »
ART. 2. Id. — Matériel.	.	.	6,750 »
ART. 3. Cours d'Appel. — Personnel.	.	.	621,800 »
ART. 4. Id. — Matériel.	.	.	18,000 »
ART. 5. Tribunaux de 1 ^{re} Instance et de Commerce.	.	.	1,071,265 »
ART. 6. Justices de Paix et Tribunaux de police.	.	.	556,200 »

Tous les articles de ce chapitre ont été adoptés sans observations.

CHAPITRE III.

JUSTICE MILITAIRE.

ARTICLE PREMIER. Haute Cour Militaire. — Personnel.	.	.	65,800 »
ART. 2. Id. — Matériel.	.	.	5,000 »
ART. 3. Auditeurs militaires et prévôts.	.	.	41,253 »

Point d'observations.

CHAPITRE IV.

FRAIS DE JUSTICE.

ARTICLE PREMIER. Frais d'instruction et d'exécution.	.	.	679,000 »
ART. 2. Indemnité pour le greffier de la Cour de Cassation, etc.	.	.	1,000 »

Adoptés sans observations.

CHAPITRE V.

PALAIS DE JUSTICE.

ARTICLE UNIQUE. Constructions, réparations et loyers de locaux.	.	.	75,000 »
---	---	---	----------

Adopté.

CHAPITRE VI.

PUBLICATIONS OFFICIELLES.

ART. 1. Recueil des lois, *Moniteur*, *Annales parlementaires*. 93,500 »
En adoptant l'article, votre Commission fait observer que l'insignifiance du *Moniteur*, sous le rapport des nouvelles, doit lui ôter toute chance d'acquérir des abonnements. Elle signale en outre l'incorrection et la pagination plus que défectueuse des *Annales parlementaires*.

ART. 2. Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation.	3,000 »
Adopté.	
ART. 3. Publication d'un Recueil des anciennes lois.	5,000 »

CHAPITRE VII.

PENSIONS ET SECOURS.

ART. 1. Pensions civiles.	180,000 »
ART. 2. Secours à des magistrats, etc.	12,000 »
ART. 3. Secours à des employés, etc.	3,000 »

Votre Commission adopte ces trois articles, sans observations, sauf qu'elle croit devoir prémunir M. le Ministre de la Justice, contre les efforts, assez naturels, faits pour obtenir l'augmentation du taux des pensions et la réduction de la retenue sur les traitements, en tant que ces efforts seraient indiscrets.

La situation des caisses de pensions est toujours favorable dans les premières années de leur institution, mais elle se détériore à mesure que le nombre des participants augmente et elle devient entièrement mauvaise, quand on n'a pas eu soin de ménager, dans le commencement, une réserve convenable. L'expérience nous a montré que le *déficit* de ces caisses finissait par être mis à la charge du Trésor, et il importe de ne plus retomber dans les anciens errements.

CHAPITRE VIII.

CULTES.

ART. 1. Clergé supérieur du culte catholique, etc.	405,822 59
Adopté.	
ART. 2. Clergé inférieur du culte catholique.	3,519,104 61
Cet article présente une majoration de 6,880 fr.	

D'après les explications fournies par le Ministre, à la Chambre des Représentants, le chiffre voté l'année dernière, 3,512,224 fr. 61 c., ne représentait pas la somme nécessaire pour payer les traitements existants. Le crédit normal devrait être de 3,562,524 fr. 61 c. Le Ministre n'avait demandé, l'année dernière, que la somme présumée nécessaire pour cet exercice. Il agit encore de même cette année et l'augmentation de 6,680 fr. est motivée sur la prévision que de nouvelles places, dotées mais temporairement vacantes, pourront être remplies en 1847.

Votre Commission adopte.

ART. 3. Subsidés aux provinces, aux communes et aux fabriques d'églises pour les édifices servant au culte.	444,000 »
Adopté.	
ART. 4. Culte Protestant.	57,900 »
Adopté.	
ART. 5. Culte Israélite.	11,000 »
Adopté.	
ART. 6. Pensions et secours pour les ministres des cultes.	154,000 »
Adopté.	

CHAPITRE IX.

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.

ART. 1. Frais d'entretien et de transport de mendiants, etc. 25,000 »
Adopté.

ART. 2. Subsidés pour favoriser l'érection et l'amélioration des hospices d'aliénés, l'organisation et la position des établissements de bienfaisance, des ateliers de travail, etc.; 2^o pour secours aux victimes de l'ophthalmie militaire qui n'ont pas droit à un secours ou à une pension à la charge du Département de la Guerre. 160,000 »

Adopté.

ART. 3. Frais de la Commission instituée dans le but de rechercher les moyens propres à améliorer le sort des classes pauvres 5,000 »

Votre Commission adopte l'article, mais elle désirerait savoir si l'institution de cette Commission est permanente, et elle croit qu'il y aurait lieu, par le Ministre, de faire connaître les résultats obtenus.

ART. 4. Subsidés pour l'érection de dépôts de mendicité agricoles. 30,000 »
Adopté.

ART. 5. Subsidés pour les enfants trouvés et abandonnés. 175,000 »
Adopté.

ART. 6. — Subsidés pour le patronage des condamnés libérés; pour faire établir et soutenir à cette fin des maisons de refuge où sont également reçues les personnes qui veulent abandonner la voie du vice et de l'immoralité; pour venir en aide aux institutions qui forment des sujets propres au service des prisons, etc. 50,000 »

Votre Commission recommande la destination de ce crédit à toute la sollicitude de M. le Ministre de la Justice. Le malheureux qui sort de prison, ne trouvant dans son isolement, ni confiance, ni travail, est fatalement ramené au crime. Patroné, surveillé, cautionné en quelque sorte, par des hommes honorables, secouru s'il le faut, dans les moments de détresse, il trouverait avec plus de facilité des moyens honnêtes d'existence.

La situation des femmes libérées est encore plus malheureuse. L'ouverture de maisons d'asile est le seul moyen de les préserver du vol et du dernier degré de l'ignominie.

Nous croyons savoir que déjà le Gouvernement s'est adressé à cette fin à des institutions charitables et a obtenu quelques premiers résultats de ses subsidés. Nous ne pouvons que l'engager à persévérer dans cette voie, la meilleure et la plus sûre qu'il puisse prendre pour arriver à son but.

Votre Commission adopte l'article dont les autres destinations sont d'une utilité non moins évidente.

CHAPITRE X.

PRISONS.

Service domestique.

ART. 1. Frais d'entretien, etc. 1,135,000 »
ART. 2. Traitements des employés, etc. 400,000 »
ART. 3. Récompenses aux employés. 3,000 »

ART. 4. Frais d'impressions et de bureau.	10,000 »
ART. 5. Construction, réparations, entretien, mobilier.	631,000 »

SERVICE DES TRAVAUX.

ART. 6. Achat de matières premières.	700,000 »
ART. 7. Gratifications aux détenus.	170,000 »
ART. 8. Frais d'impressions et de bureau.	5,000 »
ART. 9. Traitements et tantièmes des employés	81,500 »

La réforme de notre régime pénitentiaire est un des actes les plus importants et les plus utiles que notre Gouvernement ait à réaliser. M. le Ministre n'a pas fait défaut à sa tâche, et nous souhaitons que cette importante question soit résolue le plus tôt qu'il se pourra.

En attendant l'introduction du régime cellulaire que nous appelons de tous nos vœux, il importe de travailler, autant que faire se peut, à l'amélioration morale des détenus, quels que soient les obstacles résultant de la situation actuelle.

Il faut le dire, quoiqu'il en coûte, nos prisons sont des écoles d'une corruption effrénée et de la plus affreuse immoralité. Nous savons que dans leur état présent, il est impossible d'extirper le mal, mais nous croyons que des moyens plus efficaces pourraient être employés pour le restreindre.

Ce ne sont pas les fonctionnaires, les employés, les gardiens des prisons qui peuvent travailler avec succès à moraliser les détenus. Lors même qu'ils auraient les qualités requises, leur voix serait sans écho. Dépositaires de la force matérielle, agents de la punition, ils ne sauraient inspirer aux prisonniers qu'un sentiment de crainte et d'antipathie. D'ailleurs, un zèle ordinaire fût-il à même d'être plus utilement employé, ne résisterait pas longtemps au dégoût, à la répulsion que doit inspirer un contact qui n'est pas indispensable avec des hommes dégradés, le rebut de la société.

Pour surmonter ce dégoût, pour s'astreindre à étudier des mœurs et des habitudes repoussantes, à épier les moments favorables où la voix de la morale peut être comprise, pour commander la confiance ou du moins le respect d'êtres abrutis, il faut une vertu surhumaine, il faut ce saint, ce religieux dévouement qui consacre un petit nombre d'hommes spéciaux au soulagement des infirmités les plus rebutantes dans l'ordre moral, comme dans l'ordre physique.

Le moyen le plus efficace ou, pour mieux dire, le seul efficace de combattre la corruption qui règne dans nos prisons, de ramener au bien celui qui n'a pas encore abjuré tout sentiment honnête, est dans l'emploi des frères et des religieuses qui se dévouent à ce pénible service. Nous exhortons instamment M. le Ministre de la Justice à continuer de les introduire dans les prisons, à mesure que leur nombre s'accroîtra; à veiller à ce que toute facilité leur soit donnée dans l'accomplissement de leur œuvre civilisatrice et à tenir la main à ce que leurs efforts ne soient jamais neutralisés par ceux qui doivent aux détenus, au moins l'exemple de la moralité.

Nous ne doutons pas que M. le Ministre de la Justice ne fasse tous ses efforts pour atteindre le but signalé et nous émettons le vœu qu'il se fasse rendre un compte périodique de ce travail d'amélioration morale, qui pourrait être communiqué comme document au budget prochain.

Aucune observation n'a été faite relativement aux crédits de ce chapitre dont tous les articles ont été adoptés.

(6)

CHAPITRE XI.

FRAIS DE POLICE.

ART. 1. Service des passeports. 20,000 »
Adopté.
ART. 2. Autres mesures de sûreté publique. 48,000 »
Adopté.

CHAPITRE XII.

ARTICLE UNIQUE. Dépenses imprévues, non-libellées au Budget. 5,000 »
Adopté.

CHAPITRE XIII.

ARTICLE UNIQUE. Solde de dépenses arriérées concernant des exercices dont les Budgets sont clos 41,500 »
Adopté.

Votre Commission vous propose, à l'unanimité des voix, l'adoption du Budget de la Justice, montant à la somme de fr. 11,980,595 »

Le Baron H. DE CHESTRET DE HANEFFE.

Le Chev. BETHUNE.

Le Chev. PH. DE WOUTERS DE BOUCHOUT.

CHRISTYN Comte DE RIBAUCCOURT.

Le Baron H. DELLAFAILLE, Rapporteur.